

À qui de droit,

Mon nom est Charles-Étienne Filion-Provencher, et je suis résident de Montréal depuis plus d'une décennie, plus particulièrement de l'Arrondissement Hochelaga-Maisonneuve. J'ai aussi longuement travaillé pour le milieu communautaire à Montréal, ainsi que le milieu de l'événementiel / spectacles extérieurs dans le Quartier des Spectacles. Je suis présentement organisateur communautaire pour le CISSS de la Montérégie-Est, à Longueuil.

Je tenais à déposer ce message lors des consultations publiques de l'OCPM pour plusieurs raisons. La première, une facile, c'est que l'itinérance a augmenté de façon vertigineuse depuis la dernière décennie en particulier. Ce qu'il m'est donné d'observer dans les quartiers centraux, dans les lieux publics et stations de métro, n'est en aucun cas comparable à la situation d'il y a 10 ans – cela a beaucoup plus que doublé! Si l'itinérance a toujours fait partie de mon quotidien montréalais depuis que j'y habite, l'augmentation des problématiques sociales, de la détresse humaine, du nombre et de la fragilité visible de ces personnes est d'une tristesse inouïe. Et ce qu'il est possible de constater, malheureusement, c'est que les gens commencent à faire comme dans certaines villes européennes et chez nos voisins du Sud : il y en a tellement qu'on ne les voit plus, qu'on ne les considère plus, qu'on veut simplement qu'ils...disparaissent.

Je ne vous apprendrai rien en mentionnant que cette attitude tient du « wishful thinking ». Ils ne disparaîtront pas, bien au contraire! L'ampleur des crises sociales prévisibles et bien documentées que nous vivons actuellement ne peut que favoriser le contraire. J'ai moi-même un bon salaire depuis quelques années, sans enfant à charge, et si je déménageais demain matin de mon logement à coûts raisonnables que j'habite depuis près de 6 ans, je ne pourrais pas me payer les prix du marché actuel! Je n'ose imaginer l'angoisse des personnes sur l'aide sociale, vivant de pensions de vieillesse ou de prestations familiales et autres travailleurs à bas salaires lorsque le facteur sonne à la porte avec le renouvellement du bail (lorsqu'ils ne sont pas tout simplement évincés)...

Ma deuxième raison pour vous écrire est la suivante : Je ne tiens pas ici à lancer la pierre à la Ville de Montréal, bien que certaines actions auraient certainement pu être mises en place bien avant la crise actuelle, lorsque tous les signes pointaient en cette direction. L'administration actuelle a une certaine proactivité dans le dossier, que ce soit en mettant l'emphase sur la situation dans les médias pour faire bouger les autres paliers de gouvernement ou dans l'ouverture de haltes-chaleur un peu partout sur le territoire. Il n'empêche que toutes les solutions proposées jusqu'à maintenant sont des

pansements sur une plaie ouverte : on répond temporairement (et encore, si peu) au besoin, mais aucune solution durable n'est mise de l'avant. Les haltes-chaud n'ont aucun financement pérenne, les organismes communautaires en itinérance et en sécurité alimentaire sont constamment en train de mendier pour un financement adéquat alors que les besoins sont stratosphériques, le coût des logements n'a jamais été aussi élevé et l'inflation continue ses ravages. Ce cocktail explosif mériterait des solutions tout aussi spectaculaires : permettre les campements, parc de maisons-mobiles, « tiny houses », navettes et autobus de services dans tous les arrondissements, lieux dédiés – financés – bien équipés, etc. Autant par les villes que par le provincial et le fédéral, l'effort devra être au rendez-vous, infiniment plus qu'à l'heure actuelle, si on ne veut pas que cette plaie ouverte se gangrène...

Et ceci, pour finir : Encore une fois, je comprends fort bien que Montréal n'a pas en main tous les outils pour répondre aux crises actuelles, et que les vrais leviers financiers se trouvent notamment au provincial. Pourtant, il est un peu cynique de constater que malgré tout ce qui a été mentionné, le gros de l'augmentation du budget soit mis dans la répression, et non des solutions « out of the box » si vous me permettez l'expression. S'il est certainement nécessaire de préserver le sentiment de sécurité des Montréalaises et Montréalais, il va sans dire que le symptôme ambiant du « pas dans ma cour » est un frein immense à l'aide aux personnes dans le besoin. À moins d'y aller avec des solutions drastiques à la Rudy Giuliani de New York – qui a viré l'ensemble des sans-abris de l'île de Manhattan au début des années 2000 – ces personnes vont continuer à faire partie du paysage de la ville, qu'on le veuille ou non, et il faut les aider. Les rejeter dans des quartiers industriels ou sur les rives nord et sud ne changera rien au problème, ils vont revenir là où sont les services d'aide.

La charité et la répression ont leurs limites, et elles sont selon moi atteintes. Il faut en faire plus pour lutter contre la pauvreté, qui coûte elle-même extrêmement cher à nos systèmes de santé, carcéral, judiciaire et autres entités publiques. Que cette lutte soit faite pour ne pas nuire au tourisme ou par humanisme profond ne m'importe guère (bien que ma préférence soit très claire); Il m'est absolument incompréhensible qu'une société comme la nôtre, qu'on dit développée, riche, « tissée serrée », permette que des gens meurent dans les rues de sa métropole!

Merci d'avoir prêté attention à ce mémoire-commentaire.

Solidairement vôtre,

Charles-Étienne Filion-Provencher